



Les Etats-Unis veulent imposer des restrictions de visa aux personnalités soupçonnées d'être responsables ou complices de l'entrave à la résolution pacifique de la crise dans les régions anglophones du Cameroun.

« Cette décision reflète notre engagement à faire avancer un dialogue pour résoudre pacifiquement la crise anglophone et soutenir le respect des droits humains », précise le Secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken dans une déclaration rendue publique le 07 juin 2021.

Toutefois, les critères utilisés par les Etats-Unis pour déterminer qui sera touché par les restrictions de visas ne sont pas clairs. Les noms des personnes touchées par cette mesure américaine n'ont pas été rendus publics.

Le département américain par ailleurs indique que les sanctions toucheront aussi bien des personnes du côté gouvernemental que dans le camp des partisans de la sécession.



Secretary Antony Blinken ✓

@SecBlinken

United States government official

The United States is committed to ending the continuing violence in Cameroon and to supporting the Cameroonian people. Starting today, we are imposing visa restrictions on those involved in undermining peace in the Anglophone regions of Cameroon.

21:46 · 07 Jun 21 · [Twitter Web App](#)

Voici le communiqué intégral de Antony Blinken, Secrétaire d'Etat américain

Les États-Unis sont profondément préoccupés par la poursuite des violences dans les régions anglophones du Cameroun. Nous continuons d'appeler le gouvernement camerounais et les groupes armés séparatistes à mettre fin à la violence et à engager un dialogue sans conditions préalables pour résoudre pacifiquement la crise. Il est important que les enfants puissent aller à l'école et que l'aide humanitaire puisse être fournie. Nous exhortons toutes les parties prenantes concernées au Cameroun et dans la diaspora à s'engager de manière constructive et à rechercher une résolution pacifique de la crise.

Nous condamnons ceux qui sapent la paix en se livrant ou en incitant à la violence, aux violations et abus des droits humains et aux menaces contre les défenseurs de la paix ou les travailleurs humanitaires.

Je mets en place une politique imposant des restrictions de visa aux personnes soupçonnées d'être responsables ou complices de l'entrave à la résolution pacifique de la crise dans les régions anglophones du Cameroun. Cette décision reflète notre engagement à faire avancer un dialogue pour résoudre pacifiquement la crise anglophone et soutenir le respect des droits humains. Les États-Unis soutiennent fermement le peuple camerounais et nous restons déterminés à travailler ensemble pour faire progresser la démocratie et la prospérité mutuelle pour nos deux pays.
